

INTRODUCTION

Denis Rolland

*IEP, Université Robert Schuman
Institut universitaire de France
CHEVS-Sciences-Po Paris*

Lucien Febvre publia en 1954 un petit texte qui apparaît, à bien des égards, comme un manifeste de l'histoire immédiate : « Tout est affreusement compliqué ; mais, croit-on, pour rendre compte de cette complication, de ce foisonnement vital, croit-on que la bonne méthode soit d'attendre ? Evidemment, le temps simplifie. La mort aussi. Le squelette aux os verdissants que l'on exhume d'une bière pourrie est plus 'simple' que le vivant [...]. Mais c'est le vivant qui nous intéresse. C'est la vie dans sa complexité »¹. Trois années plus tard, René Rémond écrivit, dans un petit article qui chahuta le milieu historique, que le « recul » n'apportait pas nécessairement la sérénité du regard ou de meilleurs éléments de compréhension des événements².

Publiés il y a un demi-siècle, ces textes pourraient constituer la déclaration d'intention des coordinateurs de ce livre : si *Pour comprendre le Brésil de Lula* est publié moins de deux ans après l'élection du nouveau Président, c'est aussi qu'il faut parfois tenter de fournir un matériau d'intelligibilité lorsque le public porte encore intérêt à un événement donné.

Coordonné par deux historiens, ce livre est-il alors un ouvrage d'histoire immédiate ? Sans doute, mais dans son acception la plus large. Car il n'est, en tout cas, pas un livre d'historiens seuls : avec bonheur, beaucoup de spécialistes de disciplines différentes s'y rejoignent, de la géographie à l'agronomie en passant par la science politique, la littérature, les relations internationales, l'économie - ou l'histoire. Seule la chronologie très détaillée donnée en fin d'ouvrage témoigne clairement du souci méthodologique primordial de l'historien : donner faits et idées à percevoir et penser dans la durée.

En 2002, l'alternance politique fut au Brésil la première comme résultat d'un processus électoral. A l'extérieur du pays comme à l'intérieur, elle a suscité enthousiasmes et inquiétudes.

Le 27 octobre 2002, Luís Inácio Lula da Silva, ouvrier « de gauche » a été élu à la Présidence de la République du Brésil : 5e Etat du monde par la superficie et 6e par la population, le Brésil compte aussi parmi les grands exportateurs mondiaux de produits agricoles et de minerais et parmi les dix premières puissances industrielles mondiales. Alors, la fragile et très occasionnelle caisse de résonance européenne pour les événements d'Amérique latine a d'autant mieux vibré de sonorités tropicales que l'Europe *surfait*, quant à elle, plutôt sur une vague très majoritairement conservatrice.

En 2002 et 2003, « Lula » pouvait être érigé en symbole : symbole d'un homme de gauche réussissant la première alternance politique réelle au Brésil ; symbole de l'ascension politique possible pour un homme originaire du Nordeste, pour un ouvrier et pour un opposant déclaré aux gouvernements militaires ; symbole d'une famille modeste dans un pays, certes volontiers considéré comme « jeune », mais où l'on dit volontiers que des élites « traditionnelles » se succèdent au pouvoir depuis longtemps... Alors, non sans grand simplisme et projection de repères européens pas toujours adéquats, une partie de la presse européenne évoqua, entre l'élection (à l'automne 2002) et la prise de pouvoir (en janvier 2003), une « vague de gauche » en Amérique latine (avec, a-t-on pu lire, parfois avec étonnement, Kirchner en Argentine, Lagos au Chili, Chávez au Venezuela...). Et Lula a souvent été décrit avec passion comme le nouveau *Che*, celui qui saurait défier, dans le « tiers-monde », les

¹. Lucien Febvre, préface à Henri Michel et Mirkine-Guetzevitch, *Les idées politiques et sociales de la Résistance*, Paris, PUF, 1954, p.7.

². René Rémond, « Plaidoyer pour une Histoire délaissée, la fin de la IIIe République », *Revue française de sciences politiques*, 1957, pp. 253-270.

Etats-Unis tout puissants de George W. Bush et du projet de Zone de libre échange des Amériques (ZLEA/ALCA), et mettre en cause la mondialisation en cours et ses chevaux de Troie, les institutions financières internationales et leurs politiques d'austérité parfois considérées un peu hâtivement comme seules responsables de tous les maux, à commencer par ceux de la voisine argentine...

Dans le cadre d'une pauvreté générale de l'information facilement accessible en Europe sur l'Amérique latine, les origines sociales du nouveau Président et le programme du Parti des Travailleurs pouvaient effectivement, de ce côté-ci de l'Atlantique, troubler l'opinion libérale ou conservatrice et, à l'inverse, susciter l'enthousiasme de celle de gauche³. Certes, l'enthousiasme officiel a été clairement modéré : on se souvient que la France ne délégua que son Secrétaire d'Etat au Tourisme et les Etats-Unis leur secrétaire au Commerce extérieur⁴... Mais la presse européenne accompagna de près ce changement politique.

L'idée du Brésil que se font la plupart des Européens -festive et ensoleillée- s'est-elle pour autant complétée, précisée ? Ce n'est pas certain. Car ce contexte politique a aussi permis la réitération, en Europe, de nombreuses idées très simplistes sur ce pays, volontiers perçu à travers quelques clichés : sur le fond d'une peau de couleur, le Carnaval, la samba, les plages, le football, les *favelas* ou le couple drogue-violence aussi ; à la limite, les indiens également, mais en fait dans un autre Brésil, dans cet « enfer vert », ce « poumon de la planète » auxquels s'intéressent d'ailleurs bien plus l'opinion européenne que brésilienne ; à ces stéréotypes, il faut ajouter, novation récente et plutôt savante ou militante, donc à écho limité, le Forum social de Porto Alegre, devenu institution de repère des mouvements altermondialistes de la planète⁵...

Le spécialiste du Brésil a donc, au moment de l'élection puis de l'investiture de Lula, maintes fois donné des signes d'agacement à entendre, voir ou lire cette « information », quand le flot des répétitions de lieux communs, instrumentalisés positivement ou négativement, l'emporta souvent sur la construction d'une réalité plus différenciée et nuancée.

Car, ce quasi continent, le Brésil, c'est aussi un pays qui travaille (et qui lutte pour la reconnaissance de son travail et de celui des pays du Sud) : d'ailleurs Lula n'était-il pas ouvrier ? Qui n'a pas senti une fois le stress des milieux d'affaires de São Paulo, n'a pas touché du doigt une part importante de la réalité brésilienne : elle ne s'exprime pas seulement dans la luxuriance de la forêt amazonienne, les *sertões* arides du Nordeste ou dans les violents et trop réels problèmes portés à la connaissance des Européens par des films remarquables comme *Central do Brasil* ou *Cidade do Deus*.

Le Brésil est certes un pays, presque sans égal, des inégalités sociales extrêmes. Mais c'est aussi un pays qui sait surprendre le voyageur habitué à l'autre Amérique latine, hispanophone : par exemple, par l'étendue de sa forêt de gratte-ciel dans la métropole économique ou par l'exceptionnelle présence de ses produits *made in Brazil*. Sans compter les performances mondiales de quelques réalisations brésiennes, du plus technologique au plus traditionnel : de l'aéronautique civile au 3e ou 4e rang mondial avec Embraer, à la bière, avec le 1er groupe mondial récemment formé, largement présent sur le marché européen ; du soja transgénique au sucre dont le Brésil est encore le 1er exportateur mondial...

Luís Inácio Lula da Silva a donc été élu Président de la République en octobre 2002.

Pendant l'été précédant l'élection, de nombreux indicateurs économiques se mirent à clignoter. Le risque-pays atteignit 1296 points en juin, déjà voisin de celui de l'Argentine et du Nigéria ; puis, le même mois, 1709 et 1800 en juillet. La monnaie, le réal, passa de 2,5 pour un dollar en juin à près de 3,9 en septembre, avant le premier tour de l'élection...

Certes, sur un modèle très vite inauguré entre Porto Alegre et Davos, le nouveau Président élu a pu donner, au fil de ses innombrables déclarations, quelques frissons aux responsables politiques et économiques des « pays du Nord ». Jusqu'à aujourd'hui, Lula a rarement perdu une occasion de placer le Brésil en héraut du Sud ; ainsi, lors d'une décision préliminaire de l'OMC en faveur du Brésil contre les subventions agricoles nord-américaines, a-t-il à nouveau menacé en mai 2004 que l'exemple

³. Même s'il faut se souvenir qu'un temps, le Président Cardoso, dont le parti est membre de l'Internationale socialiste, était reçu avec moins d'embarras à Paris que Lula, chef de file du Parti des Travailleurs.

⁴. Le premier texte de cet ouvrage mentionne toutefois des circonstances atténuantes.

⁵. Dans ce registre des stéréotypes spécialisés, d'autres ont cédé la place, comme l'idée du Brésil, terre d'élection de la théologie de la libération.

brésilien puisse faire tache d'huile pour « faire plier » Washington et Bruxelles sur un sujet épineux et brûlant⁶...

Pourtant, avant même le premier tour des élections, nombreux ont été les signes d'une modération future, peut-être d'ailleurs inévitable pour tout dirigeant soucieux de promouvoir un grand pays dans un contexte très globalisé. Comme plus tard d'autres nominations (à la tête de la Banque centrale...), le choix du vice-Président, un industriel libéral, laissait entrevoir des positions économiques et financières mesurées. Ciro Gomes, candidat du Front travailliste, accusait dès juin 2002 Lula de trahir par sa modération ses convictions idéologiques. Fin juillet 2002, une centaine de patrons signa un manifeste en faveur de Luís Inácio Lula da Silva... Avec de nombreux autres, ces indices permettent de comprendre, selon nous, qu'il n'y a pas nécessairement eu de rupture de « modèle » en 2003 et 2004, avec des choix macro-économiques reléguant au second rang ou à des temps meilleurs une partie des programmes sociaux ; avec la mise en place d'une véritable politique d'austérité économique, évitant de manière très pragmatique tout heurt majeur avec les institutions financières internationales ; avec des mouvements ministériels confirmant un certain « recentrage » politique du gouvernement dans le cadre d'une croissance qui tarde à venir et à produire les excédents susceptibles de soutenir objectifs et programmes sociaux.

Alors, paradoxalement, tandis que l'assise parlementaire du gouvernement s'est renforcée, la popularité du pouvoir exécutif a chuté très sensiblement au cours des derniers mois. Les sondages montrent une baisse du niveau d'approbation de la gestion du gouvernement Lula (resté optimal et assez stable tout au long de l'année 2003), de 66 % à 51 % entre décembre 2003 et fin mars 2004. Le Président Luis Inácio Lula da Silva a, lui-même et pour la première fois, perdu 9 points d'indice de confiance en un trimestre (69 points en décembre 2003, 60 points en mars 2004). Certes, on est loin des 80 % des lendemains d'élection : néanmoins, il satisfait encore une large majorité de Brésiliens, n'en déplaise à une part des médias conservateurs, brésiliens (dont *Veja* qui monte en épingle la vitesse de « l'effondrement » de la cote de popularité du Président) et des grands médias occidentaux qui verraient, non sans déplaisir, cet homme sans formation d'homme d'Etat, qui plus est cet ancien ouvrier de gauche, même apparemment converti aux règles essentielles de l'économie libérale, échouer à tenir les rênes du pouvoir.

Cette désaffection croissante vis-à-vis du gouvernement (plus que du Président) s'explique par de nombreux facteurs.

Il y a, bien sûr, la persistance de la récession et du chômage d'abord : nombreux sont ceux parmi ses opposants qui rappellent les supposées promesses du candidat Lula quant à la création d'emplois, avec des chiffres très variables mais tous considérables (2,5 millions, 10 millions...). Il y a aussi les tiraillements au sein du parti et même de l'appareil d'Etat : la gauche du PT dénonce à voix de moins en moins basse les priorités macroéconomiques du pouvoir, tandis que le très libéral vice-Président, José Alencar, qualifie la politique monétariste d' « irresponsabilité fiscale », l'accusant de gêner la croissance économique.

Parallèlement la lenteur dans la mise en place des programmes sociaux – notamment le programme dit du « Premier emploi » et le programme « Faim Zéro », projet phare du gouvernement -, contribue à aiguïser les dissensions. L'usure du gouvernement se traduit par une impatience croissante de sa base sociale susceptible d'affaiblir sensiblement le parti du Président Lula à l'approche des élections municipales d'octobre 2004.

Il y a également des scandales récents: un collaborateur du numéro deux du gouvernement, José Dirceu, grand stratège de Lula et ministre en charge de la coordination du gouvernement, a été pris dans la tourmente devenue classique en Amérique latine⁷ des scandales financiers par cassette vidéo interposée⁸. Même si le conseiller en cause a démissionné et si une crise institutionnelle associée à un éventuel départ de Dirceu a pu être évitée, le crédit du gouvernement s'en est trouvé affecté.

⁶. A propos des subventions des Etats-Unis au coton (+89,5% de la valeur du produit), un rapport préliminaire a donné raison au Brésil ; les Etats-Unis ayant annoncé leur intention de faire appel de la décision probable les condamnant : si George Walker Bush devait renoncer à sa politique de subventions agricoles, ses chances de réélection en seraient affectées.

⁷. Le Mexique a ainsi connu en mars et avril 2004 une cascade de scandales politiques par cassette vidéo interposée diffusée en *prime time* à la télévision.

⁸. Diffusion le 13 février 2004 d'une vidéo montrant Waldomiro Diniz et un entrepreneur de jeux, Carlos Cachoeira, en pleine séance de corruption servant aussi bien les finances du PT en campagne électorale que celles de Diniz.

Ce livre, *Pour comprendre le Brésil de Lula*, est le produit d'un appel d'offre diffusé à travers les réseaux scientifiques des coordinateurs et au-delà par Internet. Il réunit des auteurs de nationalités différentes, Brésiliens et Européens pour l'essentiel, de spécialités diverses, de sensibilités différentes, observateurs « détachés » ou, parfois, militants engagés. L'idée est de donner la possibilité au lecteur de construire sa représentation de la réalité d'un des plus grands pays du monde, au moment où celui-ci met en œuvre une alternance politique inédite.

Pour cette raison, l'ouvrage est composé de trois parties très simples : la première aborde, du plus général au plus particulier, les questions politiques et économiques ; la seconde certains des grands problèmes sociaux et culturels ; la troisième, la politique extérieure de ce nouveau gouvernement.

Ce livre n'a donc qu'une ambition : en fournissant à la réflexion individuelle un matériau, à plusieurs voix non nécessairement concordantes, participer à une information sérieuse⁹, pluridisciplinaire et non stéréotypée ou doctrinaire sur l'Amérique latine. Une démarche éditoriale inaugurée l'an passé avec l'ouvrage *Pour comprendre la crise en Argentine*.

⁹. Dans la lignée de publications antérieures telles que *Le Brésil de Lula* (Jacky Picard dir.), Paris, Lusotopies-Karthala, 2003 (sur la base d'un colloque de décembre 2002).